

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 3 décembre 2012 à la Martinique sous la présidence de Mme Anne Le Lorier, Premier Sous-gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM, examiné l'exécution du budget pour 2012 et adopté les prévisions budgétaires pour la période triennale 2013-2015. Le Comité économique consultatif (CEC), composé de représentants de chaque département et collectivité d'outre-mer, s'est également réuni, le 3 décembre 2012, sous la présidence de Mme Anne Le Lorier. Les débats du CEC ont été introduits par deux exposés. Le premier, sur la conjoncture économique et financière internationale a été présenté par Pierre Jaillet, Conseiller du Gouverneur de la Banque de France. Deux points principaux sont à retenir : après le ralentissement observé en 2012, les indicateurs les plus récents, en particulier dans la zone euro, suggèrent un retournement progressif de l'activité économique mondiale dans la plupart des économies. Les perspectives de sortie de crise de la zone euro (en particulier, le projet de la mise en place de l'union bancaire), ont par ailleurs été évoquées. Le deuxième exposé, portait sur la conjoncture ultramarine. Celle-ci se caractérise par un ralentissement de l'activité économique depuis le début de 2012 et une progression du chômage, dans un contexte d'inflation maîtrisée. Le mardi 4 décembre 2012 une réunion économique s'est tenue rassemblant les membres du Conseil de surveillance et du CEC, ainsi que des personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été principalement consacrée à l'analyse de la conjoncture économique et financière de la Martinique, puis à la présentation d'une étude de l'IEDOM sur les entreprises des départements d'outre-mer entre 2002 et 2010, étude qui sera prochainement publiée.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré « que conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...) Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes de gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ». M. Draghi a souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

2 – Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique. Le document est disponible en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/20121128_2_fr.htm

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux Outre-mer, dite loi « contre la vie chère », a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

Projets et propositions de loi, proposition de résolution

1 – Le projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012, ainsi que la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.

2 – Le Sénat a adopté le 19 novembre 2012 deux propositions de résolution européennes relatives d'une part à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020 et, d'autre part, à la proposition de M. Georges Patient sur l'application de la législation européenne aux RUP dans deux domaines : les fonds structurels européens et l'avenir de l'octroi de mer après le 1^{er} juillet 2014. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confié au député Serge Letchimy une « mission consistant à proposer au Gouvernement des pistes concrètes qui permettraient d'utiliser au mieux les possibilités juridiques offertes par l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et d'améliorer la prise en compte des spécificités des régions ultrapériphériques dans les politiques communautaires ».

3 – Lors de la discussion du budget 2013 de la mission Outre-mer, les députés ont maintenu inchangée la défiscalisation Outre-mer (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1^{er} mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'Outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.

Conférences économiques et sociales des outre-mer

La restitution nationale des conférences économiques et sociales des outre-mer s'est déroulée le 10 décembre à Paris en présence du Ministre des Outre-mer et du Premier ministre. Ce dernier a salué les travaux réalisés par les acteurs du monde économique et social d'Outre-mer. Il a souligné les priorités du Gouvernement en Outre-mer : lutter contre la pauvreté, lutter contre la vie chère, renforcer la compétitivité, répondre aux situations d'urgences de certaines TPE et PME.

Publications

1- Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf

2 - Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :

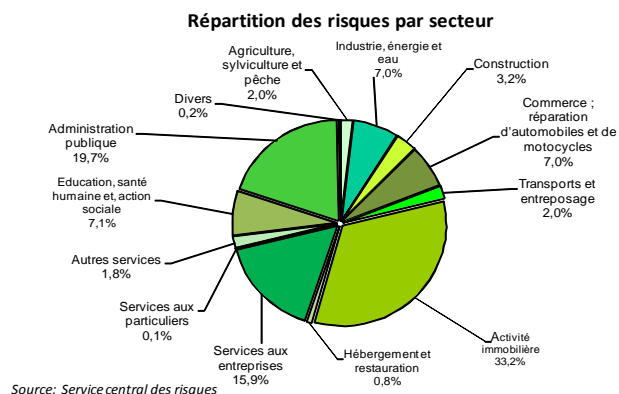
http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Service central des risques : hausse des encours à court terme

Au troisième trimestre, les encours de crédits recensés par le Service Central des Risques de la Banque de France sont globalement stables, mais connaissent des évolutions contrastées selon les maturités. Les concours à moyen et long termes, stagnent globalement, voire sont orientés à la baisse, principalement dans les secteurs du commerce (-4,5 %) et des activités financières et d'assurance (-5,9 %).

Au contraire, les concours à court terme s'inscrivent en hausse. On observe une sensible augmentation des découverts bancaires (+9,4 % au troisième trimestre), alors que les autres concours, dont les crédits de trésorerie, sont en repli (-6,7 %). La progression des encours à court terme est particulièrement marquée pour l'agriculture et l'industrie et représente l'essentiel de l'augmentation des encours globaux de ces secteurs (respectivement +29,3 % et +12,2 %).



Lutte contre le blanchiment : rencontres avec les acteurs de la place

M. Philippe Goyhenèche, Conseiller de l'Autorité de Contrôle Prudentiel auprès du Directeur général des Instituts d'émission, a effectué une mission du 19 au 27 novembre à l'agence de Fort-de-France. Durant sa visite, il a mené plusieurs réunions avec les assujettis de la place (établissements de crédit, assurances, changeurs manuels) et les administrations concernées par les problématiques de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Outre un rappel de la réglementation et une sensibilisation aux principes de la LCB-FT, ces rencontres avec les établissements de crédit ont permis de faire le point sur leurs pratiques en la matière. A la demande de l'Autorité des Marchés Financiers, il a également contrôlé deux conseillers en investissements financiers de la place.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

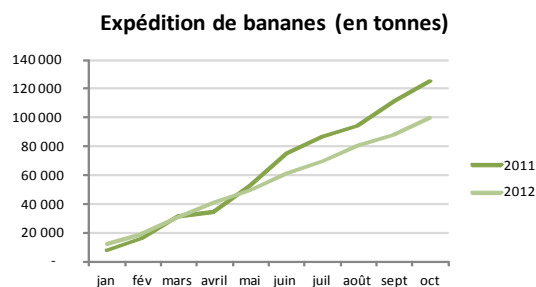
BTP : net recul des ventes de ciment

Les ventes totales de ciment en Martinique ont reculé de 8,2% en cumul depuis le début de l'année pour atteindre 155 505 tonnes, contre 169 361 tonnes un an auparavant. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, et les ventes en vrac, généralement destinées aux travaux publics, ont enregistré respectivement une baisse de 1,6 % et de 10,8 %. La tenue prochaine d'une table ronde réunissant l'ensemble des acteurs du BTP devrait permettre de définir une vision stratégique commune et d'accroître la visibilité sur les mises en chantier futures.

Bananes : repli des expéditions cumulées

Les expéditions de bananes s'inscrivent en repli de 20,6% en cumul de janvier à octobre par rapport à l'année précédente. Elles atteignent ainsi 99 149 tonnes contre 124 813 en octobre 2011.

Ce recul des expéditions intervient alors que l'Union européenne et onze pays d'Amérique latine viennent de mettre un terme à 9 conflits commerciaux liés à la banane, en procédant à la signature d'un accord le 8 novembre dernier. Le document, signé en présence de Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévoit une baisse des tarifs européens sur les importations de bananes en provenance de ces pays latino-américains de 176 euros à 114 euros la tonne.



Source: DCCRF

Chômage : dégradation de la situation sur le marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 44 187 en octobre, soit une augmentation de 0,6 % par rapport au mois précédent et de 2,8 % en glissement annuel. Le nombre d'allocataires de Pôle emploi atteint 21 799, affichant une hausse de 7,6 % en glissement annuel. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées s'élève à 800 au mois d'octobre, enregistrant ainsi un recul de 27,9 % par rapport à octobre 2011.

INSEE : parution de l'enquête emploi

L'enquête emploi publiée par l'INSEE pour le deuxième trimestre souligne la stabilité du nombre de chômeurs en 2012, avec un taux de 21 %. Elle fait apparaître que le taux d'activité des hommes (54,2 %) reste supérieur à celui des femmes (49,7 %) et que ces dernières sont davantage touchées par le chômage, présentant un taux de chômage de 22,6 % contre 19,2 % pour les hommes. L'étude montre également que les jeunes s'intègrent difficilement de manière durable sur le marché du travail, d'autant moins lorsqu'ils ne possèdent pas de diplôme.

La publication est disponible sur le site de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=19230

Etude AFD : indice de développement humain élevé à la Martinique, mais retard par rapport à l'Hexagone

L'étude « Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer, une approche par l'Indice de Développement Humain (IDH) » indique que la Martinique présente un IDH de 0,813, ce qui la place dans la catégorie des pays à développement humain très élevé. Elle figure derrière la Guadeloupe (0,822) et l'Hexagone (0,883), mais devant l'ensemble des autres territoires de la région dont l'IDH est compris entre 0,45 et 0,80. Si la Martinique se situe au dessus de la moyenne guadeloupéenne et métropolitaine pour ses performances en termes de santé, exclusivement mesurées au travers de l'espérance de vie, elle accuse un léger retard dans les domaines de l'éducation et des revenus.

L'étude est disponible sur le site de l'AFD : <http://www.afd.fr/home/outre-mer>

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération technique régionale : partenariats au Brésil et à la Barbade

La Martinique développe de nombreux partenariats de coopération technique avec ses pays voisins dans le domaine de l'agriculture. Le 9 novembre dernier, les Antilles françaises et le Brésil se sont engagés à coopérer dans la lutte contre la cérosporiose noire. Un accord a été signé par l'Union des groupements de producteurs de banane de Guadeloupe et de Martinique (UGPBAN), l'organisme de recherche brésilien (EMBRAPA), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Institut technique tropical (IT2). Il prévoit l'échange d'informations entre les signataires et le lancement de projets communs de recherche. Cette initiative fait suite au développement d'une nouvelle méthode de traitement contre les cérosporioses noire et jaune au Brésil, potentielle alternative à l'épandage aérien de fongicide. Par ailleurs, cet approfondissement du processus de coopération technique régional s'est également traduit par la visite d'une délégation martiniquaise, regroupant agriculteurs, chercheurs et parlementaires, mi-novembre dernier à la Barbade, pour développer le partage de bonnes pratiques et une offre de formation commune dans le domaine agricole.

Industrie du rhum : ouverture du dialogue entre les Etats-Unis et les pays de la Caraïbe

Les Etats-Unis ont annoncé vouloir amorcer une discussion avec les pays de la Caraïbe qui dénoncent les pratiques de concurrence déloyale de l'industrie américaine du rhum. En effet, les membres du CARIFORUM accusent le gouvernement fédéral de subventionner ce secteur à outrance depuis 2008, exerçant ainsi une pression à la baisse des prix, à laquelle ces pays ne pourraient faire face. Ils menacent donc d'engager un recours devant l'Organisation mondiale du commerce. Face à cette situation, Roberta Jacobson, Secrétaire d'Etat adjointe américaine en charge des affaires de l'hémisphère occidental, a exprimé sa volonté de régler le différend par le dialogue plutôt que par la voix juridique.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2012	128,0	-0,2 %	+1,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2012	44 187	+0,6 %	+2,8 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- octobre 2012	21 799	+0,6 %	+7,6 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- septembre 2012	152,6	ns	-13,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- septembre 2012	17,7	ns	-35,2 %
	Taux de couverture mensuel		11,6 %		-3,9 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2012	43,3	-0,8 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2012	439,2		+5,9 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- octobre 2012	17 401	-0,7 %	-2,6 %
	Retraits de cartes bancaires (stock)	- septembre 2012	4 653	+0 %	-11,5 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012	88 857	-49,6 %	-3,4 %
		- cumul annuel	1 227 346		-1,9 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2012	3 285	ns	ns
		- cumul annuel	64 375	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2012	16 731	+23,1 %	-5,9 %
		- cumul annuel	155 505		-8,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2012	970	+17,4 %	-16,2 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2012	185	+63,7 %	-1,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		9 916	-	-9,0 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

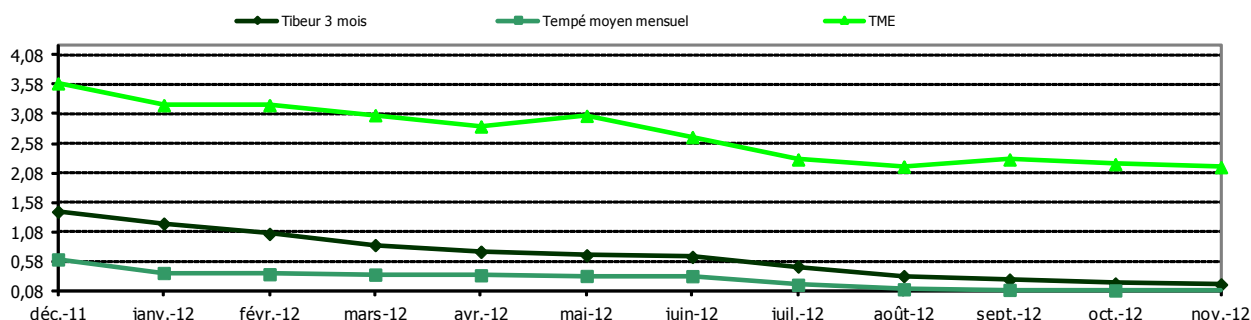
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2012)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,1090%	0,1920%	0,3620%	0,5890%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,19%	2,31%	2,23%	2,18%	2,39%	2,51%	2,43%	2,38%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20%
Prêts à taux fixe	5,99%		
Prêts à taux variable	5,64%		
Prêts-relais	5,89%		
Autres prêts		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%	Découverts en compte (1)	13,86%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

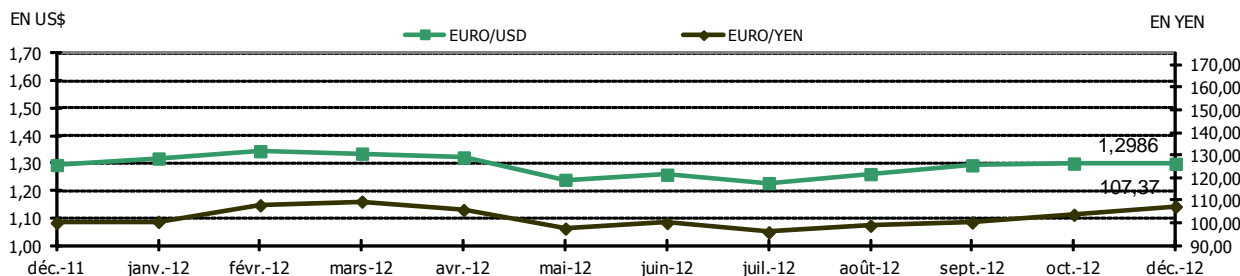
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2986	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,4717	EURO/SRD (Surinam)	4,28620
EURO/JPY (Japon)	107,3700	EURO/BWP (Botswana)	10,39090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,32500
EURO/CAD (Canada)	1,2904	EURO/SCR (Seychelles)	17,0115	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1166
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81080	EURO/MUR (Maurice)	40,1347	EURO/BBD (La Barbade)	2,59770
EURO/SGD (Singapour)	1,5859	EURO/BRL (Brésil)	2,7391	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,31000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0643	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,57820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2965,2870	EURO/XCD (Dominique)	3,5069	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 Bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le décembre 2012 - Dépôt légal : décembre 2012 - ISSN 1240-3822